Ford acceptera-t-il l'offre de reprise de son usine de Blanquefort en Gironde?

12/12/2018 à 06h35

Les salariés de l'usine de Ford Blanquefort, près de Bordeaux menacée de fermeture, ont donné leur feu vert à l'offre de reprise présentée par Punch Powerglide. - Nicolas Tucat-AFP

Les salariés du site de Ford Blanquefort, usine de 850 emplois proche de Bordeaux et menacée de fermeture, ont donné leur feu vert à l'offre de reprise présentée par le belge Punch Powerglide. Le ministre de l'Economie Bruno Le Maire appelle la direction de Ford à valider ce projet.

Les salariés de **Ford Blanquefort**, usine de 850 emplois proche de Bordeaux menacée de fermeture, ont donné hier mardi 11 décembre, leur feu vert à l'offre de reprise ferme et définitive présentée par l'industriel belge Punch Powerglide, a-t-on appris de source syndicale. Plusieurs centaines de salariés, réunis en assemblée générale, ont largement approuvé le protocole d'accord que présentera le repreneur potentiel belge à l'américain Ford, selon des

responsables syndicaux de FO et de la CGT, à l'AFP. "C'était un vote massif", une "très grande majorité", ont-ils souligné.

Punch Powerglide est un équipementier automobile spécialisé dans les boîtes de vitesse automatiques, qui est aussi au coeur de l'activité industrielle du site girondin de Ford.

Pour la CGT, la décision "ne tient plus qu'à Ford"

Après cet accord des salariés, la décision finale "ne tient plus qu'à Ford", a résumé Vincent Alauze, délégué CGT, tout comme Jean-Marc Chavant, élu FO au comité d'entreprise, selon qui "au bout du bout, c'est Ford qui détient la clef". Ce protocole doit en effet être encore approuvé par le constructeur américain qui, selon la CGT, voudrait plutôt fermer purement et simplement l'usine.

Ford a simplement rappelé ses doutes sur le projet de Punch, exprimés précédemment dans plusieurs communiqués, qui portent sur la viabilité du plan de reprise et ne sont pas liés à l'acceptation du plan par les salariés.

Bruno Le Maire
✔@BrunoLeMaire

La société Punch vient de confirmer définitivement son offre de reprise du site #Ford Blanquefort, qui prévoit de sauvegarder 400 emplois. C'est une bonne nouvelle pour les salariés. Avec @AgnesRunacher, nous appelons solennellement Ford à accepter ce projet de reprise

511
19:40 - 11 déc. 2018
Informations sur les Publicités Twitter et confidentialité

232 personnes parlent à ce sujet

Informations sur les Publicités Twitter et confidentialité

Fort de l'accord entre Punch et les syndicats de Blanquefort, le ministre de l'Economie, Bruno Le Maire, a invité la direction de Ford, par l'entremise de son compte Twitter (voir ci-dessus), à accepter ce projet de reprise. Le ministre, qui suit de près ce dossier industriel "lourd", devait dans les tout prochains jours téléphoner au PDG de Ford Jim Hackett, afin de convaincre le constructeur américain d'accepter le plan. C'est ce qu'ont ajouté les syndicats à Bordeaux,

sur la base d'assurances en ce sens venant de la délégation interministérielle aux restructurations d'entreprises.

L'intersyndicale de l'usine avait rencontré lundi 10 décembre à Paris le repreneur potentiel du site et des représentants de l'État, une réunion de la "dernière chance", selon les termes de la CGT. "On ne pourra pas dire que la reprise a capoté à cause des organisations syndicales", ont insisté FO et la CGT, "On est content d'avoir sauvé le truc, même si on y perd des plumes", a pointé Vincent Alauze, le délégué syndical CGT.

Entre 300 et 400 emplois seraient conservés

Le nombre d'emplois conservés serait "entre 300 et 400 en fonction du nombre de collègues qui veulent partir. Mais dans l'idéal, Punch en voudrait 400, donc s'il y a davantage de partants, il y aura des embauches", a ajouté le syndicaliste. Le protocole approuvé mardi prévoit ainsi trois ans de gel des salaires, de modulation du temps de travail et l'abandon de trois jours de RTT, derniers points d'achoppement.

Ford avait annoncé fin février 2018 qu'il cessait tout investissement dans son usine girondine de fabrication de boîtes de vitesse, implantée dans la banlieue bordelaise depuis 1972.